

• (1450)

Je ferai remarquer que, déjà, quelques 1,700 milles ont été totalement et complètement remis en état et que des travaux sont en cours sur 3,500 autres milles actuellement. Cela, grâce au programme annoncé en 1977, par M. Lang, alors ministre des Transports. Cette initiative prévoyait l'affectation de 700 millions de dollars à une remise en état complète des embranchements. Le gouvernement a ajouté plus de 300 millions de dollars à ce programme et nous négocierons chaque embranchement, comme nous le faisons chaque année, avec les sociétés ferroviaires et céréalières. Je voudrais dire au député qu'un milliard de dollars est un engagement énorme pour la remise en état des embranchements de l'Ouest.

M. Benjamin: Je pense que j'ai ma réponse. Cela signifie que nous perdrons encore de 1,500 à 2,000 milles d'embranchement.

L'ENGAGEMENT DU GOUVERNEMENT

M. Les Benjamin (Regina-Ouest): Madame le Président, le ministre a-t-il l'intention de respecter l'engagement du gouvernement d'améliorer les embranchements du réseau primaire, ou veut-il dépenser simplement le montant annoncé le 1^{er} février?

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre des Transports): Madame le Président, en 1977, le gouvernement s'est engagé à entreprendre un programme de remise en état des embranchements en fonction des ressources financières qu'il pourrait y affecter. Le gouvernement a maintenant affecté un deuxième montant pour augmenter de façon notable le financement de ce programme, qui dépasse maintenant, comme le député vient de le mentionner, plus d'un milliard de dollars. Nous négocierons les lignes selon les priorités et selon les ressources disponibles. Plus les néo-démocrates se décideront tôt à soutenir le projet de loi sur le Nid-de-Corbeau, plus la modernisation des chemins de fer dans l'ouest du Canada sera rapide.

* * *

L'EMPLOI

ON DEMANDE LE LANCEMENT D'UN PROGRAMME DE SUBVENTION SALARIALE POUR LES JEUNES

L'hon. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Compte tenu du chômage catastrophique parmi les jeunes Canadiens et en s'inspirant de l'exemple britannique, le gouvernement a-t-il l'intention de lancer un programme de subvention salariale pour les jeunes, un programme qui leur permettrait d'acquérir de l'expérience sur le marché du travail? Le ministre compte-t-il lancer un tel programme? Dans l'affirmative, pourquoi estime-t-il nécessaire d'attendre la prorogation de la session et la présentation d'un nouveau discours du trône, alors qu'il dispose déjà des rouages nécessaires pour mettre en vigueur un programme de ce genre, à savoir le programme ACCÈS, le programme de subvention salariale transférable et le programme destiné aux défavorisés? Tous les mécanismes sont en place. Pourquoi le ministre n'applique-t-il pas immédiatement ce programme?

L'hon. John Roberts (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Madame le Président, je suis tout simplement stupéfait

Questions orales

que le député me pose cette question. Un tel programme existe. Il s'agit du programme ACCÈS auquel le député vient juste de faire allusion.

LE MODÈLE BRITANNIQUE

L'hon. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Madame le Président, le ministre sait que le programme en question a été annoncé en avril et qu'il n'est même pas encore en vigueur, malgré les préoccupations de plus en plus pressantes au sujet du chômage chez les jeunes. Ma question porte sur le modèle britannique qui consiste à former des jeunes et à leur permettre d'amorcer une carrière. Le ministre a déjà abordé cette question à deux reprises, et il en parle encore dans le dernier numéro de la revue *Maclean's* parue aujourd'hui même. Il est évident qu'il est déterminé à mettre en œuvre ce programme, et je suis certain qu'il a lu la revue *Maclean's*. Le ministre compte-t-il lancer un tel programme en vue d'aider les 600,000 jeunes Canadiens qui sont en chômage? Dans l'affirmative, pourquoi ne le fait-il pas immédiatement au lieu d'attendre à la prochaine session du Parlement?

L'hon. John Roberts (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Madame le Président, je regrette de dire que je n'ai pas lu la revue *Maclean's*. Je vais m'empresse de l'acheter et de le faire. Mes collaborateurs, qui sont généralement des gens fiables, m'informent que l'on n'y parle pas de moi. Le fait est que ce programme est déjà en vigueur. Nous prévoyons que 31,000 jeunes en profiteront cette année et 31,000 l'année prochaine. Nous croyons qu'il s'agit d'un programme plus efficace que celui qui a été mis en place par M^{me} Thatcher, étant donné que notre programme s'adresse aux jeunes âgés de 17 à 25 ans, tandis que le programme de M^{me} Thatcher ne va pas au-delà de 19 ans. Nous croyons qu'un plus grand nombre de jeunes méritent que nous nous penchions sur leur sort.

* * *

LE GRAIN

LE PROGRAMME DE STABILISATION DES PRIX DU GRAIN

M. Gordon Towers (Red Deer): Madame le Président, je m'adresse au ministre des Transports en sa qualité de porte-parole de la Commission canadienne du blé. Lorsque le gouvernement a cherché à convaincre les agriculteurs d'adhérer à son régime de stabilisation des prix du grain, il leur a promis qu'il leur verserait certaines sommes les années où le prix du grain baisserait. L'année dernière, le prix du grain a été très bas, et les réserves de la caisse atteignent maintenant 800 millions de dollars. Quand le gouvernement va-t-il annoncer aux agriculteurs les sommes qu'il va leur verser?

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre des Transports): Comme le député le sait, madame le Président, nous tenons compte dans l'évaluation de la moyenne des prix au cours des cinq années précédentes. Or, puisque les prix de l'année dernière par rapport à la moyenne ont été satisfaisants, le gouvernement ne versera rien cette année aux agriculteurs.

Des voix: Oh, oh!

M. Towers: Les agriculteurs de l'Ouest vont en déduire que le gouvernement leur déclare la guerre. Ils vont attaquer à leur tour, vous pouvez en être sûrs.